



**PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Unité Départementale de la Gironde**

Arrêté

modifiant les prescriptions applicables de la société Rochette sis 15 route de Hourtin pour une installation de traitement du travail du bois située dans la commune de Carcans

**La Préfète de la Gironde
Officier de l'ordre de la Légion d'Honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,
Chevalier des Arts et Lettres**

VU le Code de l'environnement, son titre Ier du livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et son titre VIII du livre Ier relatif aux procédures administratives, notamment ses articles L512-7-5 et R512-46-22 et 23 relatifs aux prescriptions complémentaires et modifications des installations soumises à enregistrement ;

VU le décret en date du 22 avril 2026 nommant Madame Sophie BROCAS préfète de la région Nouvelle-Aquitaine, préfète de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfète de la Gironde ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013, modifié notamment par les arrêtés préfectoraux du 9 mai 2016 et du 6 juillet 2018, portant autorisation de l'installation classée exploitée par la société Rochette à Carcans ;

VU le rapport SSP/06/02/2018 intitulé « diagnostic pollution PCP » remis par l'exploitant ;

VU le porter-à-connaissance déposé le 30 octobre 2023 relatif au changement des produits de traitement du bois utilisés dans l'établissement et au suivi de la qualité des eaux souterraines ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 24 avril 2026 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel en date du 28 avril 2026 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas fait valoir d'observation pendant le délai imparti de quinze jours ;

CONSIDÉRANT que, selon les conclusions du rapport de l'inspection des installations classées du 24 avril 2026, la modification portée à la connaissance de l'administration ne constitue pas une modification substantielle de l'établissement au sens de l'article R512-46-23 du Code de l'Environnement ;

CONSIDÉRANT que la substitution d'un produit par un autre présentant les mêmes dangers pour l'environnement que ceux précédemment autorisés n'implique aucun danger ou nuisance nouveaux et ne justifie pas de nouvelles précautions d'emploi particulière ;

CONSIDÉRANT qu'il y a un intérêt, afin de détecter une éventuelle pollution des sols, à surveiller la concentration dans les eaux souterraines d'un composé qui soit un marqueur de la présence de ce nouveau produit, et que le 4,5-Dichloro-2-octyl-2h-isothiazol-3-one, principal produit actif de ce nouveau produit, remplit ce rôle ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que la surveillance des eaux souterraines de l'établissement qui a été prescrite à l'exploitant par l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013 fait suite à la découverte lors de l'évaluation simplifiée des risques de 2005 d'une pollution importante des eaux souterraines en un point de l'établissement (piézomètre n°2) par des chlorophénols, dont notamment 91 µg/L de pentachlorophénol ;

CONSIDÉRANT que la caractérisation de l'état des milieux et le plan de gestion de la pollution prescrits par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2018 fait également suite à la détection de cette pollution des eaux souterraines par des chlorophénols en 2005 ;

CONSIDÉRANT que la surveillance des eaux souterraines réalisée depuis 2005, y compris les prélèvements dans les eaux souterraines réalisés lors des investigations complémentaires en 2006, a montré une faible pollution des eaux souterraines en aval de l'établissement par des chlorophénols, dans des concentrations toujours inférieures d'un ou plusieurs ordres de grandeur à celle mesurée en 2005 ;

CONSIDÉRANT que les investigations dans les sols réalisées en 2006 montrent une pollution diffuse des sols en chlorophénols issus de l'activité industrielle de l'établissement, mais dans des concentrations très inférieures à celles qui pourraient causer une pollution des eaux de l'ampleur de celle détectée en 2005 ;

CONSIDÉRANT que les investigations réalisées en 2018 dans le cadre du diagnostic prescrit par l'arrêté préfectoral du 16 janvier 2018 montrent une légère contamination des sols par des chlorophénols mais n'identifient aucune source de pollution pouvant expliquer une pollution des eaux telle que celle détectée en 2005 et rejoignent en cela les conclusions de l'étude de 2006, à la seule réserve qu'aucun prélèvement de sol n'a pu être réalisé à l'aplomb de l'ancien bac de traitement n°3 dont l'emplacement est occupé par l'actuel bac anti-bleu, le plus proche prélèvement (S5) ayant été réalisé à l'angle du bâtiment ;

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 19 février 2026, l'exploitant de l'établissement a proposé de faire réaliser un prélèvement de sol à l'aplomb de l'ancien bac de traitement n°3 en perçant le béton à l'intérieur du bâtiment actuel afin de lever l'incertitude restant dans le diagnostic de 2018 ;

CONSIDÉRANT que les analyses des eaux souterraines réalisées par l'exploitant montrent depuis 2024 des valeurs de pollution en pentachlorophénol non significatives ou nulles dans l'ensemble des piézomètres ;

CONSIDÉRANT que, si les résultats du prélèvement de sol à l'aplomb de l'ancien bac de traitement n°3 sont comparable aux résultats obtenus dans les autres prélèvements de sol en 2006 et 2018, la concentration de pentachlorophénol relevée dans le piézomètre n°2 en 2005 constituera une valeur anormale sans explication probante et non reproduite par la suite ;

CONSIDÉRANT par ailleurs que les analyses de concentration de carbendazime dans les eaux souterraines montrent des valeurs inférieures à la limite de détection de l'analyse depuis 2014 ;

CONSIDÉRANT qu'il convient d'adapter les prescriptions de l'arrêté d'autorisation du 30 avril 2013, afin de prendre en compte les modifications exposées dans le porter-à-connaissance susvisé ;

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Gironde.

ARRÊTÉ

Article 1. Objet de l'autorisation

Article 1.1. Bénéficiaire de l'autorisation

La société Rochette dont le siège social est sis 15 route de Hourtin à Carcans, ci-après dénommée l'exploitant, est tenue, pour son établissement sis à la même adresse, de respecter les prescriptions du présent arrêté.

Article 1.2. Installations autorisées

Le tableau de classement visé à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013 est remplacé par le tableau suivant.

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Capacité de l'installation	Régime actuel
2415	Mise en œuvre de produit de préservation au bois et matériaux dérivés 1. La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 1 000 L	Volume de produit : 14 800 L.	E
1532	Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues Le volume susceptible d'être stocké étant : 2.b) Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³ .	Volume stocké 13 780 m ³ .	D
2410	Travail du bois et matériaux combustibles analogues. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 250 kW.	Puissance maximale 181 kW	D
2260	Broyage, concassage, criblage (...) des substances végétales et tous produits organiques naturels 1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : b) Supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW	Puissance maximale : 45 kW.	NC
2910	Combustion 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Puissance thermique nominale 25,5 kW	NC
4718	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié	Quantité totale : 5 tonnes (propane)	NC

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Capacité de l'installation	Régime actuel
	<p>et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène).</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant :</p> <p>2. Pour les autres installations</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t</p>		
4734	<p>Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations étant :</p> <p>2. Pour les autres stockages :</p> <p>c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total</p>	<p>1,5 m³ de GNR</p> <p>1,5 m³ de FOD</p> <p>total : 3 tonnes</p>	NC

Article 2. Conformité au dossier

L'établissement est exploité conformément au dossier d'autorisation initial modifié par le ou les porter-à-connaissance subséquents, et notamment le porter-à-connaissance du 30 octobre 2023.

Article 3. Prescriptions complémentaires

Article 3.1. Suivi des eaux souterraines

La ligne intitulée « carbendazime » du tableau figurant à la fin de l'article 9.2.5. de l'arrêté préfectoral du 30 avril 2013, tel que modifié par l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 9 mai 2016, est supprimée.

La ligne suivante est ajoutée en bas de ce même tableau :

Paramètre	Méthode d'analyse	Fréquence de mesure
4,5-Dichloro-2-octyl-2h-isothiazol-3-one	Selon les normes en vigueur.	Deux analyses par an, en période de hautes et de basses eaux et quotidiennement pendant une semaine après chaque incident notable.

Le suivi de la concentration en chlorophénols dans les eaux souterraines pourra être suspendu

après accord de l'inspection des installations classées, si et seulement si l'exploitant fournit auparavant la preuve qu'il a levé la dernière réserve du diagnostic de pollution des sols de 2018 déjà réalisé, à savoir en caractérisant l'état de pollution des sols à l'aplomb de l'ancien bac de traitement n°3 aujourd'hui situé sous l'installation de trempage dite « anti-bleu », et si la levée de cette réserve confirme les conclusions du diagnostic de 2018.

L'inspection sera informée au moins 15 jours à l'avance de la réalisation du prélèvement de sol susvisé ; la présence d'un inspecteur sur place lors du prélèvement est à la discrétion de l'administration.

Article 4. Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Conformément à l'article R.514-3-1 du même code, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Bordeaux par l'intermédiaire de l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr », soit par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée, soit par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de deux mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr). Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

Article 5. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.512-46-24 du code de l'environnement, le présent arrêté fait l'objet des mêmes mesures de publicité que celles prévues par l'article R.181-44 pour l'arrêté d'autorisation environnementale.

En vue de l'information des tiers, une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ; un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire. L'arrêté est également publié sur le site internet des services de l'État en Gironde (www.gironde.gouv.fr) pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6. Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société Rochette.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Nouvelle-Aquitaine,
- Monsieur le Maire de la commune de Carcans,

qui seront chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Bordeaux le 29 MAI 2026

Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire général



5/5 François DRAPÉ

